

Le Trait d'Union



BULLETIN TRIMESTRIEL - JUILLET 2015



« La malnutrition chronique augmente le risque de morbidité et de mortalité, participe aux cycles intergénérationnels de la pauvreté et de la malnutrition », Docteur Anne Vincent, Représentante de l'UNICEF au Bénin lors du forum sur « Les 1000 premiers jours de vie : les défis de la malnutrition chronique au Bénin » .

Sur la photo, une sage femme visitant un bébé de faible poids à la crèche dans le service de néonatalogie au Centre Hospitalier Universitaire Départemental des départements du Borgou et de l'Alibori (UNICEF Bénin)

 <https://www.facebook.com/snubenin>

 <https://twitter.com/UNBenin>



<http://bj.one.un.org>

Sommaire

3

Editorial

Mobilisation du Gouvernement et ses partenaires contre la malnutrition chronique
Les 1000 premiers jours de vie : les défis de la malnutrition chronique au Bénin

4-5

6

PNUD – Projet Villages du Millénaire
La prise en charge nutritionnelle des enfants de Banikoara

Journée mondiale sans tabac
Éliminer le commerce illicite des produits du tabac

7

8

Journée Mondiale de Don de Sang
Les donateurs bénévoles de sang présents malgré la pluie

Journée mondiale des réfugiés
Une personne ordinaire, traversant des moments extraordinaires

9

9

Pour plus de synergie en communication
Le groupe INFO COM en retraite

L'élimination du mariage des enfants
Une préoccupation des acteurs de la protection de l'enfance

10

11

Journée Mondiale de la Population 2015
Les populations vulnérables dans les situations d'urgence

Le SNU au Bénin dit au revoir au
Dr Youssouf Gamatie, Représentant de l'OMS

12

13

Pour consolider la démocratie au Bénin
Le PNUD apporte son appui au processus électoral de 2015

Gestion de risque et de catastrophe
Le Plan de Contingence National au titre de 2015 validé

14

15

Stress et ergonomie
Séance pour le personnel des Nations Unies

UNESCO - PADTICE
Pour un enseignement supérieur à la pointe de la technologie

16

17

Le Bénin se prépare
Adoption des Objectifs de Développement Durable et la participation à la COP 21

5ème Edition du Tournoi de football inter-ambassades et inter-organisations internationales
Le Ministère des Affaires Etrangères remporte la victoire

18-19

Editorial



Nous sommes actuellement à la veille du délai que les États membres des Nations Unies se sont donnés pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement. Parallèlement, la préparation de l'agenda de développement post-2015 avance à grands pas avec l'adoption prochaine des Objectifs de Développement Durable (ODD) le 27 septembre à New York.

Le rapport national sur les OMD, actuellement en cours de finalisation avec le Gouvernement, nous confirmera les avancées et les résultats atteints par le Bénin. D'ores et déjà, il convient de relever que le Bénin a connu de belles réussites, entre autres, l'amélioration du taux de scolarisation et l'amélioration du rapport filles/garçons dans l'enseignement primaire, la diminution de la propagation du VIH/SIDA chez les jeunes de 14 à 24 ans et l'amélioration de l'accès à l'eau potable.

En attendant la publication des leçons tirées de la mise en œuvre des OMD, il est important de noter que les nouveaux ODD ne constituent pas des objectifs isolés mais une continuité des OMD et viennent pallier les lacunes de ces derniers. Ainsi, les ODD ont été conçus dans un esprit inclusif et holistique, centré sur l'humain et tournant autour des trois dimensions du développement durable : l'économie, l'environnement et le social. Les acteurs du développement doivent se tenir prêts à faire face à ce nouveau défi. Un travail de sensibilisation devrait être effectué pour que toutes les parties prenantes au processus de développement puissent s'approprier ces ODD et apporter une contribution à leur mise en œuvre.

A cet effet, le séminaire organisé le 20 juillet en collaboration avec le Gouvernement constitue la première marche d'un mouvement qui mérite d'être poursuivi à tous les niveaux. Je félicite toute l'équipe du Gouvernement et du Système des Nations Unies, incluant le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), qui ont assuré conjointement l'organisation de

cet événement avec la participation active de la BAD. Ce fut une bonne occasion : i) d'informer les acteurs du secteur public, privé et de la société civile sur l'agenda post-2015, ii) d'analyser les problématiques de la mobilisation des ressources domestiques et extérieures, des financements innovants, de la soutenabilité de l'endettement et iii) d'analyser la dynamique de la population dans le cadre des débats sur le financement du développement.

Le séminaire a également représenté une opportunité d'analyser les enjeux liés à la 21^{ème} Conférence des parties de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 21), au financement vert et à l'agriculture durable pour une participation fructueuse du Bénin à la Conférence des Nations Unies sur le Climat prévue pour décembre prochain à Paris. L'article sur l'adoption des ODD et la participation du Bénin à la COP 21 vous donnera plus de détails sur le séminaire. Les présentations sont accessibles sur le site du SNU Bénin.

Le deuxième trimestre de l'année 2015 a été marqué par d'autres activités majeures au sein du Système des Nations Unies. Il s'agit notamment du forum national sur la nutrition ayant pour thème : « Les 1000 premiers jours de vie : les défis de la malnutrition chronique au Bénin ». Tenu en juin dernier, ce forum a été une opportunité de mener un plaidoyer pour mettre la malnutrition non seulement au cœur des politiques de santé publique mais également au centre des politiques de développement et de la lutte contre la pauvreté.

Par ailleurs, lancé officiellement au Bénin en avril 2015, le projet d'appui au développement des technologies de l'information et de la communication (PADTICE) constitue un grand pas vers le développement de l'enseignement supérieur dans le pays grâce à un partenariat entre l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA).

Le plan de contingence national a été adopté, permettant au pays de prendre les dispositions adéquates en cas d'urgence. Il convient également de noter que l'organisation des élections municipales et communales s'est déroulée dans un climat de paix et de sécurité.

Cette année, le Système des Nations Unies, sous le leadership du PNUD, a assuré l'organisation du tournoi de football inter-Ambassades et inter-organisations internationales. Je félicite le Ministère des Affaires Etrangères qui a remporté le trophée et toutes les équipes qui ont participé.

Je voudrais enfin souhaiter le meilleur au Représentant de l'OMS, Dr Youssouf Gamatie, qui vient de quitter l'Equipe Pays du Bénin, pour faire valoir ses droits à la retraite. Bonne lecture !

*Rosine Sori Coulibaly,
Coordonnatrice Résidente, SNU Bénin*

Mobilisation du Gouvernement et ses partenaires contre la malnutrition chronique

Les 1000 premiers jours de vie : les défis de la malnutrition chronique au Bénin



Le présidium lors de la clôture du forum (photo: UNICEF Bénin)

Au Bénin, selon les résultats de l'Enquête à indicateurs multiples (*Multiple Indicateur Cluster Survey - MICS*) 2014, plus d'un enfant sur trois souffre de retard de croissance connu sous l'appellation de malnutrition chronique. Ce retard de croissance touche davantage les enfants vivant en milieu rural (35%) que ceux qui vivent en milieu urbain (25%).

La malnutrition chronique n'est pas encore bien perçue comme l'une des formes de malnutrition grave au Bénin, contrairement à la malnutrition aiguë, qui dans ses formes cliniques sévères, présente des signes très visibles, (cinq enfants sur cent au Bénin selon le MICS). Elle est souvent ignorée parce qu'elle ne se voit pas à l'œil nu. Elle s'installe dès le plus jeune âge de l'enfant, notamment pendant les 1000 premiers jours, allant de la conception à l'âge de deux ans. Elle restreint les capacités d'apprentissage scolaire chez l'enfant et, plus tard, de productivité. De plus, elle peut se perpétuer de génération en génération.

Anne Vincent, Représentante du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) au Bénin, souligne que « la malnutrition chronique augmente le risque de morbidité et de mortalité, participe aux cycles intergénérationnels de la pauvreté et de la malnutrition ». Ses effets sur l'enfant sont pernicieux tels que « l'altération du développement cognitif, les faibles performances scolaires, la faible productivité à l'âge adulte » précise Ambroise Agbota, consultant en nutrition au Bureau de la Banque

Mondiale au Bénin.

Au-delà de son impact sur les enfants de moins de cinq ans, la malnutrition chronique hypothèque le développement de toute la nation. C'est pourquoi le Conseil national de l'Alimentation et de la Nutrition (CAN) a initié du 11 au 13 juin 2015 un forum ayant pour thème « Les 1000 premiers jours de vie : les défis de la malnutrition chronique au Bénin ».

Organisé avec l'appui de l'UNICEF, de la Banque Mondiale, du Programme alimentaire mondial (PAM), de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), du Mouvement *Scaling up nutrition* (SUN), ce forum a servi de cadre pour faire un plaidoyer national de haut niveau en faveur de la nutrition en général et de la lutte contre la malnutrition chronique en particulier. Il a permis d'élaborer un cadre commun de résultats pour la lutte contre cette maladie.

Grande mobilisation

Le ministre en charge du Développement, Marcel de Souza, la ministre en charge de la Santé, Dorothee Akoko Kindé Gazard et celle en charge de la Famille, Naomie Azaria, ont pris part à la cérémonie inaugurale du forum axée sur le plaidoyer en faveur de la lutte contre la malnutrition chronique. Outre cette forte représentation de l'exécutif, les représentants des agences du Système des Nations Unies - incluant les conseillers régionaux en nutrition de l'UNICEF, l'OMS et le PAM - de la Coopéra-



Chez un enfant, la malnutrition chronique restreint les capacités d'apprentissage (photo: UNICEF Bénin)

tion bilatérale et multilatérale, de la société civile, du secteur privé, des bailleurs de fonds, des élus locaux et des dignitaires du culte religieux ainsi que des chefs coutumiers et des représentants des médias étaient présents. De même, des cadres techniques et administratifs ont pris une part active au forum.

Par ailleurs, une délégation de parlementaires camerounais, des experts venus du Sénégal, du Mali, du Niger, de la Côte d'Ivoire et d'autres spécialistes venus d'Afrique, d'Europe et de l'Amérique ont apporté des contributions de qualité aux travaux. Au total, plus de cent cinquante experts du secteur de la nutrition, de la santé, de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, de la protection sociale, de l'eau, hygiène et assainissement ont pris part à ce forum.

Plaidoyer et espoir

Intervenant à l'ouverture du Forum, le Ministre en charge du Développement Marcel de Souza a souligné que « la malnutrition est la conséquence de la pauvreté qui sévit aussi bien dans les zones rurales que dans les zones urbaines ». Se fondant sur les chiffres révélés par l'Enquête à indicateurs multiples (MICS) 2014, son collègue du ministère de la santé Dorothée Akoko Kindé Gazard affirme qu'il s'agit « d'indicateurs inquiétants qui

appellent de la part des décideurs des actions urgentes, en vue d'inverser la tendance, dès lors que des solutions basées sur l'évidence existent ».

Après avoir passé en revue les causes fondamentales de la malnutrition et ses manifestations au Bénin, les participants au forum ont eu des échanges thématiques en groupes sur la santé, l'agriculture et la sécurité alimentaire, l'eau, l'hygiène et l'assainissement, la gouvernance et le financement ainsi que sur les actions à entreprendre pour relever les défis de la malnutrition chronique. Les résultats des travaux de groupe ont débouché sur l'ébauche d'un cadre commun de résultats pour une réponse concertée et efficace aux défis de la malnutrition chronique au Bénin.

Clôturent la rencontre, le professeur Rock Mongbo, secrétaire permanent du Conseil de l'Alimentation et de la Nutrition a souligné que « le Secrétariat de la Présidence a suivi le forum au quotidien et que les conclusions des travaux, principalement les orientations contenues dans le cadre commun des résultats, feront l'objet d'une communication en Conseil des ministres. Ces conclusions seront portées à l'attention des députés et des collectivités locales et deviendront une plateforme prescriptive vis-à-vis des partenaires techniques et financiers ».

Projet Villages du Millénaire

La prise en charge nutritionnelle des enfants de Banikoara



Prise des mesures anthropométriques (poids et taille) d'un élève dans une école à Banikoara (photo: PNUD Bénin)

Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet d'appui à l'opérationnalisation des Villages du Millénaire (PVM), conjointement appuyé par le Gouvernement du Bénin, le Japon et le PNUD, la prise en charge nutritionnelle de plus de 3000 enfants est assurée à travers deux initiatives : les cantines scolaires et l'Initiative Ecoles Amies de la Nutrition (IEAN). Pour atteindre ses objectifs en matière de nutrition des enfants, le PVM s'appuie sur les compétences du PAM, de l'UNICEF et de l'OMS.

Cantine scolaire

Selon une étude réalisée par le Programme Alimentaire Mondial (PAM), 3 enfants sur 10 dans la zone d'intervention du projet souffrent de la malnutrition chronique ou du retard de croissance. Les enfants vont très souvent à l'école à jeun et sans aucun sou pour se restaurer pendant la récréation. Cette situation influence négativement sur leur croissance, leur santé et leur scolarisation. Dans une approche intégrée, le PVM prend en compte le développement des secteurs de l'agriculture, de la santé, de l'éducation, de l'eau et assainissement, du développement communautaire, du genre en vue de l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement dans les trois villages de Founougo A, Founougo B et Kanderou dans la commune de Banikoara, identifiée comme l'une des plus pauvres du Bénin. Ainsi, pour assurer le maintien des élèves à l'école et leur santé, un appui nutritionnel leur est apporté à travers les cantines scolaires. Sur les 27 écoles de la zone d'intervention du PVM, 16 écoles bénéficient de cantines scolaires. Au total, 2323 écoliers sont assistés sur le plan nutritionnel. Au début de chaque trimestre, le PAM fait une dotation de vivres (maïs, riz, haricot, huile enrichie à la vitamine A, sel

iodé) aux écoles. Le PVM apporte un complément de vivres (huile, gari, tomates en boîte, sardines et sucre) Les initiatives de jardins et champs scolaires pour l'approvisionnement des écoles en fruits et légumes sont encouragées. Un recueil de mets locaux élaboré par le PAM est mis à la disposition des gestionnaires des cantines scolaires pour les aider à améliorer la qualité nutritionnelle des repas servis aux écoliers et pour assurer une meilleure hygiène autour des repas. Des restauratrices sont recrutées pour la préparation des mets pour les enfants. La gestion de ces cantines est assurée par l'Association des parents d'élèves et le comité de gestion des cantines scolaires. Les membres des comités de gestion des cantines scolaires reçoivent en début d'année scolaire des formations en matière de gestion de cantine.

Initiative Ecoles Amies de la Nutrition

L'Initiative Ecoles Amies de la Nutrition (IEAN), quant à elle, a démarré en mars 2015 et a permis de prendre en charge 700 enfants dans quatre écoles à Kanderou Yabadou, Kokera, Nipouni et Wobiga. Une mission conjointe du Ministère en charge du développement, de l'équipe du projet PVM, de l'Institut Régional de Santé Publique et de l'OMS avait permis en octobre 2013 de mettre en place les dispositions préalables à l'intégration de l'IEAN à Kandérou, à savoir, obtenir l'adhésion des autorités départementales, communales et des directeurs d'écoles et la mise en place des comités IEAN de chaque école. Les enseignants et directeurs de chaque école ont été rencontrés et formés sur la prise des mesures anthropométriques (poids et taille) et le calcul de l'indice de masse corporelle (IMC), son interprétation à partir des fiches individuelles de suivi et de surveillance de la croissance de l'enfant ainsi que sur les principes de référence en cas de déviation par rapport à la norme. Le matériel anthropométrique (4 toises et 4 balances) a été mis à disposition par l'UNICEF. Par ailleurs, les vendeuses de nourriture ont été formées sur les règles de base d'hygiène et l'amélioration des repas servis aux enfants. Tous les mois, la Spécialiste en Santé du PVM, en collaboration avec les enseignants, parcourt les écoles pour prendre la taille, le poids et l'état général de tous les enfants. A partir de cette consultation, l'état nutritionnel de chaque enfant est identifié et consigné sur des fiches. Lorsque des cas de malnutrition et d'autres affections sont découverts, il leur est administré des médicaments appropriés (du vermifuge en cas de vers parasites, du fer et acide folique en cas d'anémie). L'enfant est par la suite confié à l'enseignant pour le suivi de son état en collaboration avec les parents.

Vu les résultats très encourageants de l'IEAN, il est envisagé à partir de la rentrée scolaire 2015-2016 son extension dans 28 écoles au lieu de 4 initialement ciblées, soit l'ensemble de la zone actuellement couverte par le PVM.



Une équipe technique de l'ONG –ICT partenaire de la lutte antitabac prête au combat (photo: OMS Bénin)

Les élections communales et locales ayant coïncidé avec le 31 mai 2015, Journée mondiale sans tabac (JMST), la célébration de ladite journée a eu lieu le 6 juin 2015 au Bénin. Le thème de cette année a été « Éliminer le commerce illicite des produits du tabac ». Organisé par le Ministère de la Santé avec l'appui technique et financier de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), cet événement a enregistré la participation des cadres et techniciens des Ministères de la Santé, de l'Industrie, du Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises (MICPME).

Cette manifestation officielle a connu la participation des importateurs et distributeurs de tabac et les représentants de la Société Civile dont l'ONG Information et Education pour le Contrôle du Tabagisme (ICT), principale structure collaboratrice privée de l'OMS/Bénin en matière de lutte antitabac.

Louise Senou Menou, représentant le MICPME, a indiqué: « Le commerce illicite des produits du tabac s'opère en violation des textes en vigueur au Bénin avec de graves conséquences économiques et sanitaires ». Et d'ajouter, « en dehors des cas de décès liés au tabagisme, des cigarettes hors normes sont importées frau-

duleusement sans aucun contrôle ni de taxe perçue, le commerce illicite des produits du tabac reste une menace pour l'économie ». Elle a souligné la nécessité d'établir un système de suivi et de traçabilité du commerce des produits du tabac.

En procédant au lancement officiel des manifestations marquant l'édition 2015 de la Journée mondiale sans tabac, le Ministre de la Santé a noté que le tabac contient plus de 6000 substances chimiques dont des substances cancérigènes et qu'il s'impose de prendre des mesures adéquates pour combattre la contrefaçon et la contrebande. « Le tabac tue la moitié de ses consommateurs » a souligné le Ministre de la Santé en exhortant les populations les plus vulnérables que sont les jeunes à opter pour un cadre de vie sain, sans tabac.

Le Professeur Dorothée A. Kinde Gazard a précisé que le Gouvernement avait engagé la procédure de ratification du Protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac. Ainsi, à l'occasion de la célébration, une grande caravane d'information et de mobilisation des communautés sur le commerce illicite et ses conséquences socio-économiques a été organisée dans la ville de Cotonou.

Journée Mondiale de Don de Sang

Les donateurs bénévoles de sang présents malgré la pluie



Quelques donateurs bénévoles décorés par le Ministre de la santé (photo: OMS Bénin)

La fanfare de la Gendarmerie Nationale a accompagné la marche des donateurs bénévoles de sang effectuée le 14 juin 2015 dans les rues de Cotonou.

Ils se sont rendus au Palais des Congrès où la délégation officielle conduite par le Professeur Dorothée Akoko Kinde Gazard, Ministre de la Santé les a accueillis. Elle était entourée de son collègue, Raphaël Edou, Ministre de l'Environnement chargé du Changement climatique, du Docteur Youssouf Gamatie, Représentant de l'OMS, du Professeur Ludovic Y. Anani, Directeur Général de l'Agence Nationale de Transfusion Sanguine (ANTS) et du Président de son Conseil d'Administration, le Professeur Loko.

Le renforcement des capacités des donateurs bénévoles, la création des conditions techniques d'une bonne conservation du sang de qualité ont été les sujets essentiels abordés dans les différents discours prononcés. Au nom du Dr Moeti Rebecca Matshidiso, Directrice Régionale de l'OMS pour l'Afrique, le Représentant de l'OMS a réitéré l'intention de l'organisation de poursuivre son appui dans le domaine au Bénin. L'OMS soutiendra toute initiative appropriée destinée à améliorer l'accès au sang et aux produits sanguins sûrs capables de sauver les vies des patients.

Le 16 juin 2015, lors de la Table Ronde des partenaires du système transfusionnel, le Professeur Ludovic Y. Anani a invité les partenaires techniques et financiers à mobiliser les fonds nécessaires pour un fonctionnement continu et efficient du système transfusionnel du Bénin.

La Ministre de la Santé a réaffirmé son soutien aux donateurs bénévoles de sang. Elle a indiqué que la prise en charge gratuite du suivi médical des donneurs sera rétablie au Centre National Hospitalier et Universitaire Hubert Koutoukou Maga (CNHU-HKM) de Cotonou. Selon elle, le Gouvernement est passé d'une subvention de 350 millions de FCFA en 2006 à plus de 2 milliards de FCFA en 2014 destinée à soutenir le système transfusionnel national avec l'appui des partenaires de cet important sous-secteur.

La Ministre de la Santé a été fait Grand Officier de l'Ordre de Mérite de don de sang par M. Rince Charlemagne Agasoussi, Grand Maître de l'Ordre National de Donneurs Bénévoles de Sang.

A son tour, la Ministre de la Santé a décoré douze donateurs bénévoles de sang pour leur mérite, soit deux donateurs par département dont celui du département du Zou/Collines qui a donné du sang 108 fois pour sauver des vies.



Des donateurs de sang sont venus des quatre coins du Bénin (photo: OMS Bénin)

Journée mondiale des réfugiés

Un réfugié, une personne ordinaire, traversant des moments extraordinaires

Cette année, la journée mondiale des réfugiés a été célébrée sous le thème « le réfugié est une personne comme vous et moi : une personne ordinaire, traversant des moments extraordinaires ». Cette journée a été une occasion d'honorer la force et la résilience d'environ 43,7 millions de personnes à travers le monde qui sont contraintes de fuir leur pays. A ce propos, António Guterres, Haut Commissaire pour les réfugiés a noté « Tout laisser derrière soi, tout de ce qui nous a été cher et précieux, c'est-à-dire se retrouver projeté dans un avenir incertain, en un milieu étranger. Vous représentez le courage qu'il faut pour vivre avec la perspective de devoir passer des mois, des années, peut

-être toute une vie, en exil. »

Au Bénin, l'évènement a été une opportunité pour le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et surtout pour le Gouvernement, de renouveler leur engagement à offrir un environnement de protection efficace dans le pays, et une assistance en fonction des moyens disponibles. Des activités récréatives ont été organisées à travers l'agence nationale de protection civile (ANPC). La Coordination Nationale d'Assistance aux Réfugiés (CNAR) a offert des vivres à cette occasion. A ce jour, 570 réfugiés et demandeurs d'asiles sont recensés au Bénin.

Pour plus de synergie en communication

Le groupe INFOCOM en retraite



Quelques chargés de communication du SNU Bénin lors de la retraite: Frankèle Zossoungbo (UNFPA), Hadrien Bonnaud (UNICEF), François Agossou (OMS), Maurice Ahounou (FAO), Elsie Assogba (PNUD)

Le groupe INFOCOM, réunissant les chargés et points focaux communication des agences, constitue un noyau d'un des piliers de la réforme des Nations Unies, la communication commune. Les activités menées par le groupe a permis d'améliorer la visibilité du Système des Nations Unies en tant qu'une seule entité réunissant plusieurs agences, ayant chacune ses domaines d'expertise. Pour la première fois depuis l'adhésion du Bénin en tant que pays volontaire de la mise en œuvre de l'initiative Unis dans l'Action, du 13 au 15 mai derniers, le groupe a tenu une retraite avec la participation des agences telles la FAO, l'OMS, le PNUD, l'UNFPA et l'UNICEF ainsi que le Bureau du

Coordonnateur Résident. A noter que de nombreuses autres agences (HCR, PAM, UNCDF, UNESCO) contribuent à ses activités, notamment à travers le présent bulletin d'information.

L'objectif de la retraite a été principalement de finaliser la stratégie de communication conjointe du Système des Nations Unies. Cependant, elle a été également une occasion de renforcer davantage le dynamisme du groupe INFOCOM, de revoir les actions menées et les résultats obtenus par rapport au plan de travail annuel. Il est prévu d'organiser la retraite l'année prochaine avec la participation d'autres agences.

L'élimination du mariage des enfants

Une préoccupation des acteurs de la protection de l'enfance



Zeynab Abib, Ambassadrice Nationale de bonne volonté de UNICEF Bénin, consolant une victime du mariage des enfants, lors de sa croisade contre le phénomène en juin 2015 à Bohicon (Photo: UNICEF Bénin)

La Journée de l'Enfant Africain 2015 a été célébrée le 16 juin à Cotonou avec pour thème l'élimination du mariage des enfants en Afrique. Au Bénin, le mariage des enfants est encore pratiqué à grande échelle en zone rurale, particulièrement au nord du pays. En effet, une fille sur 10 âgée de moins de 15 ans et 3 filles sur 10 âgées de moins de 18 ans sont victimes du mariage des enfants (enquête à indicateurs multiples - MICS 2014).

Ce mariage trop précoce, qui prive les filles de leur enfance, s'accompagne presque systématiquement de

déscolarisation et constitue un risque de mortalité majeur.

Au Bénin, une future maman sur cinq qui meurt au cours de sa grossesse (souvent des suites d'avortements clandestins) ou de l'accouchement est une enfant.

Au terme du Panel de haut niveau ayant marqué cette commémoration, Oumarou Banni Guéné, Directeur de Cabinet du Ministère en charge de la Famille, a lancé un appel pour l'organisation d'une rencontre nationale des acteurs de la protection de l'enfant. « Cette rencontre visera à élaborer une feuille de route pour l'élimination du mariage des enfants au Bénin » a-t-il précisé.

Le 17 juin, l'Ambassade des Pays-Bas près de Bénin, a réuni également, autour d'un déjeuner débat la société civile, le Gouvernement, les partenaires techniques et financiers, les leaders religieux de toutes les confessions du Bénin sur le thème.

Les conclusions des deux réunions ont alimenté une réflexion le 1^{er} juillet à l'UNICEF. Plusieurs recommandations ont été formulées, entre autres, promulguer le Code de l'Enfant; criminaliser le mariage des enfants; placer le mariage des enfants au cœur de la Journée Internationale de la Fille; créer un cadre de concertation multisectoriel sur le mariage des enfants; organiser des dialogues communautaires sur le sujet; réaliser une cartographie des acteurs et interventions sur la thématique.

« Bien que le Bénin ne se trouve pas sur la liste des 20 pays ayant les taux les plus élevés de mariage des enfants dans le monde, il est urgent d'agir » a indiqué le Dr Koudaogo Ouédraogo, Représentant de l'UNFPA au Bénin.

Pour Isabelle Bardem, Représentante Adjointe de l'UNICEF, « le mariage des enfants est une violation de leurs droits, pour les filles aussi bien que pour les garçons. Il constitue la forme la plus répandue de maltraitance sexuelle et d'exploitation des filles et demeure une dure réalité pour des millions d'enfants ».

Journée Mondiale de la Population 2015

Les populations vulnérables dans les situations d'urgence



Le Représentant de l'UNFPA remet des matériels aux groupements de femmes de Glazoué (Photo: UNFPA Bénin)

La Journée Mondiale de la Population (JMP) de cette année a eu pour thème « Les populations vulnérables dans les situations d'urgence ». L'édition 2015 a été marquée par une série d'activités d'offre gratuite de services en santé de la reproduction, de sensibilisation et d'information.

Du 7 au 12 juillet 2015, une résidence d'écriture, ayant rassemblé 20 journalistes de différents organes de presse, a été organisée. Ces professionnels des médias ont partagé le quotidien des populations de Glazoué (au Bénin) à travers des reportages, des interviews et des enquêtes. À l'issue de cette descente, plus d'une trentaine de productions de presse a été diffusée.

Le 10 juillet, les membres du *Youth Panel* UNFPA Bénin ont animé une séance d'échange avec l'Association des parents d'élèves de Glazoué sur le thème « le dialogue Parents/Enfants ». L'animation a été initiée par une présentation sur le thème suivie d'une projection de film sur les risques que prennent les jeunes dans leurs différentes relations. Le débat qui s'en est suivi a été riche que les parents ont sollicité la duplication d'une telle activité dans tout le département Zou/Collines.

Les manifestations officielles se sont déroulées le 11 juillet à Glazoué. L'occasion a été une opportunité pour le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) et le Gouvernement d'encourager les groupements féminins dans leurs activités à travers la remise de matériels de travail, entre autres, tabliers, blousons, cache-nez, des équipements pour la coiffure. Les différentes autorités ont expliqué aux populations en général, dont celles en âge de procréer en particulier, tout l'intérêt d'adopter des méthodes de contraception en vue d'espacer les naissances. Au nom du Premier Ministre, le Directeur de Cabinet a remercié l'UNFPA pour son appui constant et a réitéré le soutien indéfectible du Gouvernement aux populations.

Les bureaux de l'UNFPA Bénin et Togo, dans le but d'œuvrer pour une coopération Sud-Sud, ont facilité et appuyé une campagne d'offre gratuite de services intégrés de Planning familial / consultation prénatale, de dépistage du VIH, du cancer du sein et du col de l'utérus. Au Bénin, cette campagne a bénéficié aux communautés de Djougou (zones rurale et urbaine), de Ouaké et Copargo au Bénin. Une forte caravane de sensibilisation animée par les jeunes de l'UNFPA Bénin et Togo a été organisée, partant de Djougou, au Bénin, et allant à Pagouda, au Togo.



Animations culturelles par les groupes folkloriques de Kémérika lors de la caravane (photo: UNFPA Bénin)

Le SNU au Bénin dit au revoir au

Dr Youssouf Gamatie, Représentant de l'OMS



L'Équipe Pays du Bénin lors du dîner d'au revoir au Dr Youssouf Gamatie

Arrivé au Bénin en novembre 2012 en tant que Représentant de l'OMS, Dr Youssouf Gamatie a achevé sa mission au sein de l'Organisation et pris sa retraite en fin juillet 2015.

Dynamique et plein de vie, malgré son âge, Dr Gamatie a marqué fortement son passage au Bénin à travers différentes activités. Entre autres, il a supervisé l'organisation de la 64^{ème} session du Comité Régional de l'OMS pour l'Afrique en novembre 2014 à Cotonou. Il a joué un rôle stratégique dans l'organisation des éditions 2012, 2013 et 2014 de la Revue Annuelle Conjointe (RAC) de performance du Système de Santé du Bénin présidée par le Ministre de la Santé.

Durant son mandat, le Bureau de l'OMS Bénin a été relocalisé dans la zone CEN/SAD en face du Marina Hôtel permettant ainsi au personnel de travailler dans un espace plus grand avec des équipements adaptés. Ayant à cœur la santé du personnel du SNU, il a veillé à la rénovation et à l'équipement du Dispensaire des Nations Unies et au recrutement d'un médecin chef et d'une infirmière.

Dans le domaine de la lutte contre les maladies et la mise en œuvre du plan de prévention, Dr Gamatie a été un leader et un porte-parole infaillible. Sous son leadership, l'OMS a contribué à la certification du Bénin

pour l'arrêt de la circulation du poliovirus sauvage autochtone. Le Bénin a également atteint le seuil d'élimination du Tétanos Néonatal (TNN) c'est-à-dire moins d'un cas pour 1000 naissances vivantes.

Par ailleurs, le pays a atteint le seuil d'élimination de l'Onchocercose et de la Lèpre avec l'aide technique et financière de l'OMS. Sous son impulsion, le Bénin a mis en place, le système de Surveillance Intégrée des Maladies et Riposte (SMIR) et l'a amarré au Règlement Sanitaire International (RSI).

Lorsque la maladie à virus Ebola (MVE) a menacé le pays, Dr Gamatie a fait preuve de diligence et d'expertise dans la mobilisation de fonds, ayant permis au pays d'obtenir 750 000 USD du Gouvernement du Japon et 200 000 USD de la Banque Africaine de Développement (BAD) pour préparer la riposte contre la maladie.

Tout ceci n'est qu'une partie infime des actions et résultats obtenus par Dr Youssouf Gamatie au cours de son mandat au Bénin. Tous les Chefs d'agences et le personnel du SNU au Bénin lui souhaitent une bonne continuation et sont confiants que dans ses entreprises futures, il contribuera davantage à des changements positifs comme il l'a témoigné au Bénin.

Pour consolider la démocratie au Bénin

Le PNUD apporte son appui au processus électoral de 2015



Le Président de la CENA montrant les matériels importés pour les élections, entouré du Coordonnateur Résident du SNU et de la Vice-Présidente de la CENA (photo: PNUD Bénin)

corrections rapides d'éventuels dysfonctionnements pouvant perturber le bon déroulement des scrutins. Un système de technologie sms a été mis en place à cette fin.

Au cours d'une rencontre avec les médias en présence de la Représentante Résidente du PNUD et au cours de laquelle les matériels sensibles acquis grâce au PNUD ont été exposés, le Président de la CENA, M. Emmanuel Tiando a souligné le rôle crucial du PNUD dans la tenue des élections. « Nous sommes satisfaits de l'accompagnement du

PNUD », a-t-il déclaré.

En réponse à la requête d'assistance électorale en date du 29 janvier 2015 adressée au Secrétaire Général des Nations Unies par le Chef de l'Etat béninois, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), conformément à son mandat, a apporté un appui évalué à un montant d'environ 100 millions FCFA pour l'organisation des élections législatives du 26 avril et celles municipales, communales et locales du 28 juin 2015 au Bénin.

Les 83 députés élus, dont 7 femmes (8,43%), pour la 7^{ème} législature siègent désormais à l'Assemblée Nationale. Aussi, les élections municipales, communales et les élections locales attendues depuis deux ans, ont eu lieu le 28 juin 2015, à la grande satisfaction de tous les acteurs.

Ainsi donc, dans le souci de renforcer les capacités de la Commission Electorale Nationale Autonome (CENA) pour des élections paisibles, crédibles et transparentes, le PNUD a mis à sa disposition six experts (4 internationaux et 2 nationaux), pour appuyer les cellules techniques et opérationnelles de la CENA dans les domaines de la planification stratégique des opérations électorales, de l'opérationnalisation du plan logistique, de l'approvisionnement et les achats, de la communication et du suivi des activités des Organisations de la Société Civile. Pour le compte de la CENA, le PNUD a effectué la commande des matériels électoraux (encre indélébile, scellés, cachets d'authentification, etc.) pour un montant de 450 millions FCFA.

S'il est à déplorer quelques dysfonctionnements dans l'organisation des scrutins de 2015 par les structures, elles se sont déroulées tout de même dans la paix, ce qui témoigne une fois encore de la maturité politique du peuple béninois et de la consolidation de la démocratie dans le pays.

En outre, le PNUD a appuyé les Organisations de la Société Civile dans la mise en place et l'animation d'une plateforme de veille citoyenne pour des élections transparentes et pacifiques. La plateforme électorale a joué un grand rôle dans la mobilisation des électeurs, le monitoring des opérations électorales et le plaidoyer auprès des acteurs, pour obtenir des



Déploiement du matériel électoral par la CENA (photo: PNUD Bénin)

Le Plan de Contingence National au titre de 2015 validé



Les participants à l'atelier de validation du Plan de Contingence National (photo: PNUD Bénin)

La plateforme nationale de réduction des risques de catastrophes et d'adaptation aux changements climatiques a procédé du 19 au 21 mai 2015 à Porto-Novo à la mise à jour et à la validation du Plan de Contingence National du Bénin pour l'exercice 2015. Ainsi, le pays dispose d'un instrument actualisé pour anticiper, prévenir et gérer les crises et catastrophes auxquelles il pourrait être confronté, mais aussi pour mener à bien son adaptation aux changements climatiques. Le plan est principalement axé sur les aléas tels que les inondations et sécheresses, les épidémies, les crises socio-politiques et la transhumance, le terrorisme et la piraterie, les incendies, les risques nucléaires/radioactifs/ biologiques/chimiques (NRBC), les secousses telluriques, la pollution marine, les vents forts et l'éboulement.

Durant trois jours, les acteurs intervenant dans la gestion des situations d'urgence humanitaire, les représentants des ministères de l'Intérieur et de la Protection civile et de l'Environnement, les agences du Système des Nations Unies et les partenaires techniques et financiers ont évalué ensemble le contenu du Plan de Contingence National pour l'année passée, afin d'en actualiser les données au regard des enjeux à venir pour l'année 2015. Ils ont ensuite validé le document, qui servira ainsi de cadre de référence à la préparation et à la réponse aux risques majeurs des crises et catastrophes de toute nature.

Le Plan de Contingence National est un recueil technique d'assistance dans la mise en œuvre du

système de prévention, de précaution et de gestion des situations de crise. « La bonne gestion des inondations de 2010 et 2013, le sursaut pour se prémunir contre la fièvre Ebola et la grippe aviaire, mais aussi la riposte face à l'épidémie de fièvre de Lassa, ont reposé sur notre capacité d'anticipation, notamment à travers l'élaboration du premier Plan de Contingence National et la mise en place d'une plateforme de réduction des risques de catastrophe et d'adaptation aux changements climatiques », a souligné M. Yo Tiémoko, Représentant Résident de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) au nom du SNU dans son allocution d'ouverture.

Il a appelé les participants à poursuivre ces efforts conjoints, et ce, en cohérence avec les politiques de réduction de la pauvreté, conformément au cadre d'action de Sendai, premier accord majeur de l'agenda de développement post-2015 adopté en mars 2015, à l'issue de la troisième conférence mondiale des Nations unies sur la réduction des risques de catastrophe.

Les travaux de cet atelier se sont déroulés en trois phases : la présentation de trois communications pour fixer un certain nombre de concepts techniques et partager des informations sur les mutations environnementales et les changements climatiques qui créent des situations de fragilité, tels que les grosses inondations annuelles et les poches de sécheresse ; les travaux en groupe pour actualiser toutes les données du document et les travaux en plénière.

Séance pour le personnel des Nations Unies



117 staffs venant de neuf agences du SNU ont participé à la séance sur le stress et l'ergonomie (photo: OMS Bénin)

Pour contribuer à l'amélioration de l'état de santé du personnel, la Fédération des Associations du Personnel des Nations Unies (FAPNU), avec l'appui technique de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), a organisé une séance d'information et de discussion sur le bien-être du personnel des Nations Unies le 27 mai 2015 au Novotel, Cotonou. A l'ordre du jour, il a été question de sensibiliser le personnel du Système des Nations Unies et de renforcer ses connaissances sur le stress et sa gestion ; l'informer sur les mesures d'ergonomie au travail à visée préventive ainsi que sur la grippe aviaire et l'épidémie dans la sous-région.

Les intervenants, à savoir le Directeur du Centre National Hospitalier Universitaire Psychiatrique, Pr. Tognide, Pr. Padonou du Centre National Hospitalo-Universitaire Hubert Koutoukou Maga (CNHU-HKM) de Cotonou et les Représentants de la FAO, Tiemoko Yo, et de l'OMS, Docteur Youssouf Gamatie, se sont succédés pour évoquer le stress, l'ergonomie au travail et la grippe aviaire.

A l'ouverture de la séance, le Représentant de l'OMS a souligné l'importance de la rencontre, tout en rappelant qu'un forum similaire a été organisé en 2014 sur le thème des cancers gynécologiques, des maladies cardio-vasculaires et de la nutrition. Il a invité le personnel à proposer d'autres thèmes. En sa qualité de chef de file de la santé, l'OMS pourrait identifier des personnes ressources et organiser la séance.

Les séances sur la gestion de stress et l'ergonomie ont particulièrement captivé le personnel, étant d'une importance capitale pour le bien-être des travailleurs. Les Professeurs Tognide et Kpadonou ont répondu aux questions de l'assistance d'une manière consensuelle et pertinente. Les points symptomatiques de reconnaissance du stress (psychologique, mental et physique) ont été bien explicités.

L'intérêt d'une évaluation et d'une gestion du stress a été démontré en termes de bénéfice sanitaire individuel et collectif. Les aspects liés à la surcharge de travail et au stress, les relations entre collègues, supervisés et superviseurs, ont été abordés avec réalisme et neutralité. Des conseils pratiques ont été donnés aux participants sur l'hygiène de vie sur le lieu de travail et les règles de bonne conduite, par exemple, la posture au bureau et au volant, l'emplacement du bureau. Pour une bonne gestion du stress, « 10 commandements » ont été proposés avec images et illustrations appropriées à l'appui.

Les mesures auto correctrices, ou d'aide à l'auto diagnostic ont été également données, bien que le Personnel présent fût plutôt attentif et réceptif aux mesures exogènes.

La séance sur la grippe aviaire a permis de rappeler que les agences du SNU travaillent en coordination avec le Gouvernement pour contrôler la zoonose avant tout et de noter qu'à ce jour, aucun cas humain ne s'est produit. Les intervenants se sont montrés rassurants et ont précisé que ont rassuré que la riposte était déjà organisée au Bénin, en cas de transmission à l'espèce humaine.

Les mots d'encouragements et de félicitations prononcés par Madame Rosine Sori Coulibaly, Coordonnateur Résident du SNU au Bénin ont galvanisé les membres du Personnel. Elle a souhaité l'organisation d'autres séance similaires pour permettre aux uns et aux autres de s'instruire et de se former sur les questions liées au bien-être. Au total, cette séance d'information, d'échange et de discussion a réuni 117 personnes venues des neuf agences du SNU présentes au Bénin, dont les Chefs d'agences, en dehors des orateurs.

Pour un enseignement supérieur à la pointe de la technologie



Renforcement des capacités par la formation aux TIC et par les TIC
(photo: UNESCO)

Le Projet d'Appui au Développement des Technologies de l'Information et de la Communication, ou PADTICE, vise à soutenir les établissements d'enseignement supérieur de l'espace UEMOA (Union économique et monétaire Ouest-Africaine) dans la mise en œuvre de la réforme Licence-Master-Doctorat (LMD), d'en améliorer la qualité par l'appropriation des TIC (technologies de l'information et de la communication) et de soutenir la création d'un espace technologique intégré de l'enseignement supérieur en Afrique de l'Ouest.

Sa mise en œuvre s'effectue dans le cadre d'une convention d'agence d'exécution passée entre l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et l'UEMOA. Ainsi, le Bureau régional de l'UNESCO à Dakar assure son exécution en étroite collaboration avec les secteurs de l'Éducation, de l'Information et la Communication de l'UNESCO. Le projet bénéficie à huit pays de l'UEMOA, à savoir, le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo. Il porte sur trente-cinq universités et institutions d'enseignement supérieur et de recherche organisées autour des huit universités principales, dont l'Université d'Abomey Calavi du Bénin (UAC).

Grâce au PADTICE, les infrastructures d'accès aux TIC sur les campus universitaires sont renforcées à travers la mise à niveau des réseaux de base en fibres optiques, le développement et la mise à disposition d'applications informatiques en termes de plateformes spécifiques

pour l'amélioration des services offerts par les universités des États membres (bibliothèque virtuelle, institut virtuel de formation, portails universitaires, progiciel de gestion intégrée de la scolarité LMD et du suivi des parcours des étudiants en contexte LMD, plateforme d'édition, plateforme de gestion des droits d'auteurs, plateforme de numérisation, plateforme d'impression à la demande).

Des serveurs (*data centers*) et centres d'accès Internet à haut débit équipés chacun d'au moins 200 ordinateurs légers en vue de faciliter l'utilisation des TIC ont été érigés en vue de renforcer les infrastructures informatiques de chaque université cible du projet. A cela s'ajoute le renforcement des capacités des acteurs et des universités dans l'utilisation des TIC pour une mise en œuvre efficace de la réforme LMD.

Au Bénin, l'inauguration et la remise officielle des infrastructures réseaux et des plateformes informatiques à l'Université d'Abomey Calavi ont eu lieu le mardi 28 Avril 2015. Placé sous le parrainage du vice-Premier Ministre chargé de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, du Coordinateur Résident du Système des Nations Unies, de la Directrice du Bureau Régional de l'UNESCO Dakar, et du Commissaire Chargé du Département du Développement Humain de l'UEMOA. A cette occasion, le Coordinateur Résident du SNU a adressé ses remerciements à l'UEMOA pour la confiance placée en l'UNESCO, et a rappelé l'importance du partenariat triangulaire pour une coopération efficace au service du développement et, enfin, a salué cette initiative de partage de connaissances dans l'UEMOA en direction des jeunes.

Dans le cadre de la mise en œuvre du PADTICE au Bénin, pour un montant d'environ 400 millions de FCFA, Ann Thérèse Ndong Jatta, représentant l'UNESCO à la cérémonie, s'est réjoui de la remise officielle d'infrastructures réseau mises à niveau et des plateformes matériels déployées à l'UAC.

Les membres du présidium ont tenu à rappeler la nécessité de renforcer les capacités et de mettre en place des conditions favorisant l'atteinte des objectifs fixés par ce projet. Enfin, le Représentant de l'UEMOA a félicité l'UAC pour les travaux de mise à niveau des salles d'accès Internet et la disponibilité de l'électricité par un relai de modules de plaques solaires.



Le presidium: le Représentant de la FAO, le Coordonnateur Résident du SNU, le Ministre d'Etat à la Présidence de la République chargé de la Coordination des politiques de mise en œuvre des OMD, ODD et Grands travaux, et le Représentant de l'UNFPA (photo: PNUD Bénin)

Le 20 juillet 2015, le Ministère en charge des Objectifs du Millénaire pour le Développement et les Objectifs de Développement Durable (ODD) en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), avec la participation des agences sœurs des Nations Unies dont l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), a organisé un séminaire de réflexion sur les enjeux de l'agenda de développement post-2015 et de la 21^{ème} Conférence des parties de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 21).

Trois sessions d'information subdivisées en une dizaine de communications ont nourri les échanges au cours du séminaire. La première session a porté sur les ODD : choix, enjeux et processus d'adoption et a permis d'évaluer l'ampleur des défis liés aux ODD. A rappeler que les ODD comportent 17 objectifs, déclinés en 169 cibles et plus de 300 indicateurs en cours de discussion. Leur mise en œuvre sur une période de 15 ans nécessite un financement supplémentaire de 2 500 milliards USD par an, a indiqué Rosine Sori Coulibaly, utilisant les sources de la CNUCED. « La population mondiale augmente chaque jour de 200 000 personnes », a affirmé Dr Koudaogo, Représentant de l'UNFPA au Bénin. En Afrique, la mortalité est en baisse, tandis que le taux de fécondité est élevé. Au Bénin, le taux de croissance démographique est estimé à 3,5% par an. Cette croissance démographique induit une forte demande de services sociaux. Dr Koudaogo a invité les décideurs à prendre des actions politiques fortes pour améliorer la qualité de vie des populations.

Lors de la 2^{ème} session, consacrée au financement des ODD, Daniel N'Doye, Economiste Résident de la Banque Africaine de Développement (BAD), a évoqué la situation du Bénin, qui a lancé un programme d'investissements structurants ambitieux, pour faire passer le taux d'investissement de 19 % en 2014 à 27 % d'ici 2018. Pour financer de façon efficiente et durable les projets de

développement, il a proposé d'augmenter les ressources intérieures et les revenus extérieurs, de rechercher de ressources concessionnelles et non concessionnelles. Depuis 10 ans, les recettes fiscales s'améliorent au Bénin et s'évaluent à 800 milliards FCFA en 2014. Toutefois, elles sont insuffisantes pour soutenir le développement aux dires de Janvier Alofa, Economiste National du PNUD. M. Alofa a évoqué des niches sur lesquelles le pays peut s'appuyer pour élargir son assiette fiscale, comme le renforcement de la fiscalité relative à la TVA et l'amélioration de la qualité de la dépense publique. Les financements innovants, comme les taxes sur le trafic aérien et maritime et les taxes sur les transactions financières, peuvent être aussi explorés, a ajouté Cyriaque Edon, Directeur de la Planification et de la Prospective (DPP) du Ministère en charge des Objectifs du Millénaire pour le Développement et ODD.

La 3^{ème} session a abordé la question de la durabilité dans le cadre de la COP 21. Le Bénin n'est pas un pays émetteur de gaz à effet de serre, mais subit, comme d'autres pays d'Afrique subsaharienne, les effets des changements climatiques. El Hadji Fall, Economiste principal du PNUD a présenté les enjeux des négociations en cours pour un accord global à cette conférence. En matière d'agriculture durable, plusieurs défis se profilent à l'horizon pour les prochaines décennies. Les changements climatiques auront des effets sur l'agriculture, par ailleurs la forte poussée démographique va entraîner une pression sur les ressources naturelles. Pour y faire face, Tiemoko Yo, Représentant de la FAO au Bénin, a indiqué que « la nouvelle agriculture doit être productive, compétitive et respecter les normes écologiques ».

Ce séminaire a connu une forte participation des cadres des différents ministères sectoriels, des députés à l'Assemblée nationale, des partenaires techniques et financiers et des représentants de la société civile.

Le Ministère des Affaires Etrangères remporte la victoire

Le Système des Nations Unies ayant gagné le tournoi de football inter-ambassades et inter-organisations internationales de 2014, il lui revenait d'organiser le tournoi de cette année. Les matchs ont eu lieu dans les locaux de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) à Cotonou, dans la matinée du 18 avril. Ils ont été suivis de la remise des trophées le soir dans une ambiance conviviale à l'hôtel Livingstone. Une quinzaine d'entités ont été représentées durant le tournoi, à savoir, l'Allemagne, la BCEAO, la Belgique, les Etats-Unis, la France, le Ghana, le Japon, le Ministère des Affaires Etrangères, le Nigeria, les Pays-Bas, la Suisse, le Système des Nations Unies, l'Union Européenne – cette dernière ayant eu dans son équipe les participants de la Turquie et de la Norvège également.

La coupe a été remportée par le Ministère des Affaires Etrangères qui, notons-le, a participé pour la première fois au tournoi, et cela après un final houleux contre le Système des Nations Unies. A la troisième place s'est trouvée l'équipe du Ghana. D'autres trophées ont été attribués. Ainsi, le Japon a gagné le trophée de l'équité genre, la BCEAO le trophée fair-play et la Suisse le trophée environnement.

Dans le cadre de l'équité genre, la gent féminine a été représentée par deux joueuses à chaque match. Le SNU est particulièrement fier de son équipe qui l'a amené à la finale et prouvé que les femmes, tout autant que les hommes, peuvent apporter le meilleur d'elles-mêmes dans une discipline perçue comme « masculine », telle que le football. Et cela, Ariane Gangbo du PNUD l'a bien montré en marquant deux buts, le premier lors du match contre la Suisse et le second durant le tir-au-but en demi-finale contre les Etats-Unis. Appréciez quelques photos du tournoi! (photos: PNUD Bénin et Sophie Négrier)



L'équipe du SNU au Bénin avec le Coordonnateur Résident au milieu (gauche); un but marqué, toute l'équipe et les supporters brandissent de joie (droite)



La Suisse qui a remporté le trophée environnement



L'équipe du Ministère des Affaires Etrangère, la gagnante du tournoi



L'équipe de la BCEAO avec le trophée « fair-play » (gauche) et l'équipe du Ghana qui a remporté la troisième place (droite)



Le Coordonnateur Résident remettant le trophée au Ministère des Affaires Etrangères (gauche) le Japon avec le trophée « genre » (droite)

Le Trait d'Union



BULLETIN TRIMESTRIEL DES NATIONS UNIES AU BENIN Juillet 2015

Directeur de publication: Rosine Sori Coulibaly, Coordonnateur Résident

Comité de rédaction

Bureau du Coordonnateur Résident : Aristide Djossou, Marie Sandra Lennon

OMS : François Agossou

PAM : Yolande Agueh

PNUD : Elsie Assogba

UNESCO : Corinne Moussa Vignissy

UNFPA : Frankèle Zossoungbo

UNHCR : Pepin Glele

UNICEF : Hadrien Bonnaud, Hippolyte Djiwan

Pour plus d'information, merci de contacter:
Coordination SNU
Zone Résidentielle, Lot 111, BP. 506, Cotonou - Bénin

Tél. +229 21 31 30 45

E-mail : rco.ben@one.un.org

Site web : <http://bj.one.un.org>

Facebook : <https://www.facebook.com/snubenin>

Twitter : <https://twitter.com/UNBenin>

